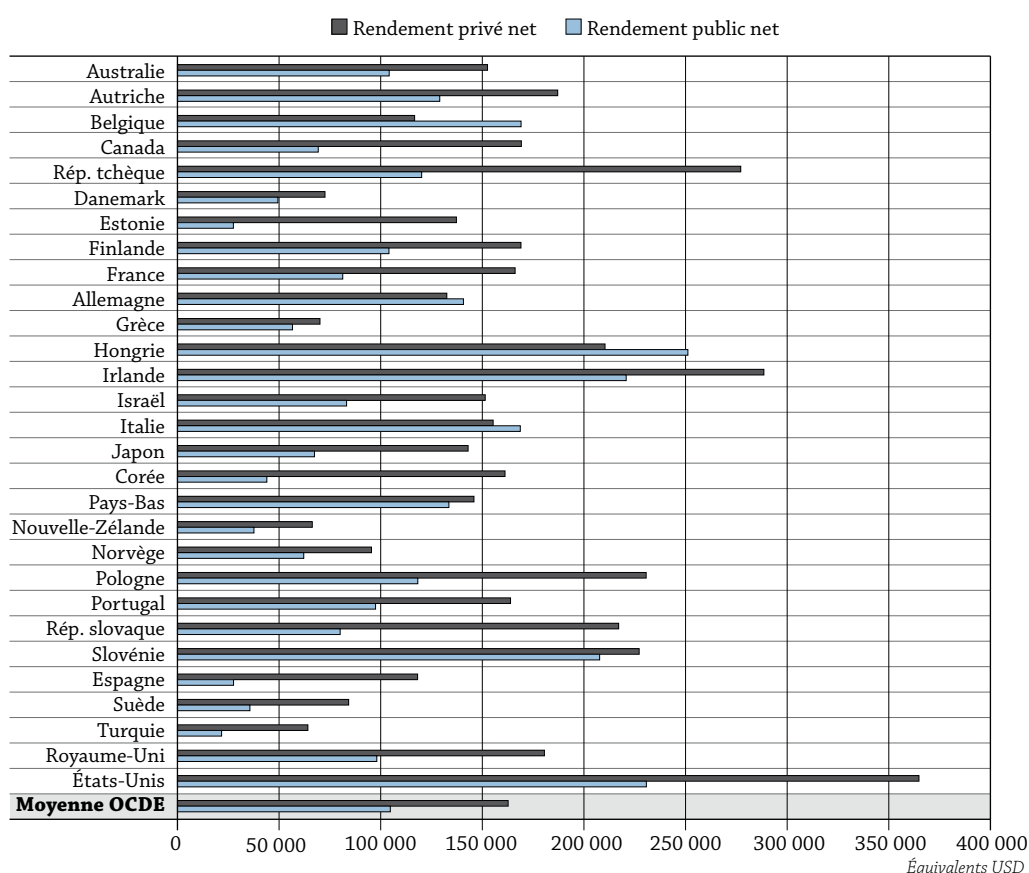


## QUELS SONT LES FACTEURS QUI INCITENT À INVESTIR DANS L'ÉDUCATION ?

- Le rendement privé de l'investissement dans l'enseignement tertiaire est considérable.
- L'éducation est un bon placement, non seulement pour les individus, mais également pour la société, qui y gagne aussi avec l'accroissement des recettes fiscales et des cotisations sociales.
- Le rendement public net de l'investissement dans une formation tertiaire dépasse les 100 000 USD chez les hommes – soit près du triple de l'investissement public dans cette formation. Chez les femmes, le rendement public d'une formation tertiaire est de l'ordre de 60 000 USD, ce qui représente près du double de l'investissement public.

**Graphique A7.1. Rendement privé net et rendement public net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)**  
Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire



**Remarques :** les chiffres de la Turquie se rapportent à l'année 2005, ceux du Japon, à l'année 2007, ceux de l'Italie, des Pays-Bas et de la Pologne, à l'année 2008, et ceux de tous les autres pays, à l'année 2009.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

Les pays sont classés par ordre alphabétique de leur nom en anglais.

**Source :** OCDE. Tableaux A7.3a et A7.4a. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

**StatLink** <http://dx.doi.org/10.1787/888932867647>

### ■ Contexte

L'élévation du niveau de formation bénéficie aux individus et à la société, non seulement sur le plan financier, mais aussi grâce au bien-être qui y est associé. Pour les individus, le fait d'être plus instruit accroît la probabilité de travailler et réduit le risque de chômage. L'amélioration des débouchés sur le marché du travail (voir l'indicateur A5) et la perspective de revenus plus élevés (voir l'indicateur A6) sont des facteurs qui incitent fortement les individus à investir dans l'éducation et à reporter l'achat de biens et services et la perception de revenus pendant leur formation dans l'espoir d'en retirer des

avantages à l'avenir. Quant à la société, elle bénéficie également de l'élévation du niveau de formation au travers de la réduction des dépenses publiques au titre des programmes d'aide sociale et de l'accroissement de ses recettes fiscales dès l'entrée des individus dans la vie active.

Il est essentiel pour les responsables politiques de comprendre les facteurs économiques qui incitent les individus à investir dans l'éducation. Une forte hausse de la demande d'éducation sur le marché du travail peut, par exemple, entraîner une augmentation sensible des salaires et des rendements bien avant que l'offre ne s'ajuste à la nouvelle conjoncture, signe qu'il faut investir davantage dans l'éducation. Ce signe n'est toutefois pas aussi manifeste dans les pays où le droit du travail et les structures du marché du travail sont plus rigides et tendent à limiter les écarts de salaires entre les niveaux de formation.

Comprendre le rendement de l'éducation est également une variable pertinente pour les politiques en matière d'accès à l'éducation, de fiscalité et de coût privé de l'éducation. Il est donc important d'analyser l'équilibre entre les rendements public et privé à la lumière des informations fournies par d'autres indicateurs du présent rapport. Prendre uniquement en considération le taux de rendement public ne suffit pas pour chiffrer le montant optimal que les pouvoirs publics doivent investir dans l'éducation (voir l'encadré A7.1). Si des écarts significatifs s'observent entre le rendement public et le rendement privé, il y a lieu d'approfondir les analyses pour déterminer si les pouvoirs publics appliquent des régimes fiscaux qui faussent la situation ou s'ils subventionnent l'éducation de façon disproportionnée.

Dans les pays où les études tertiaires sont longues et où un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire procure des revenus relativement élevés, l'effet du manque à gagner durant la formation est sensible (voir l'indicateur B1). L'importance de cet effet dépend aussi des niveaux de salaire que les individus peuvent espérer et de la probabilité qu'ils ont de trouver du travail. La dégradation des perspectives qui s'offrent aux jeunes adultes sur le marché du travail (voir l'indicateur C5) entraîne une diminution des coûts de l'investissement. Comme les individus plus instruits tendent à tirer leur épingle du jeu sur le marché du travail en temps de crise économique (voir l'indicateur A5), des différentiels salariaux plus importants bénéficient tant aux individus qu'à la société. Il est probable que dans les prochaines éditions de *Regards sur l'éducation*, les chiffres de 2010 et 2011, les années où les effets de la crise économique mondiale ont été les plus durement ressentis, montreront que les facteurs incitant à investir dans l'éducation sont encore plus importants, tant pour les individus que pour la société.

### ■ Autres faits marquants

- **L'avantage salarial brut associé à l'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires**, par comparaison avec l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires, **représente 330 000 USD chez les hommes et 240 000 USD chez les femmes dans les pays de l'OCDE.**
- **L'avantage salarial brut associé à l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire**, par comparaison avec un niveau de formation inférieur, **est particulièrement élevé** en Autriche, aux États-Unis et en Norvège. Il représente au moins 250 000 USD chez les hommes et 150 000 USD chez les femmes.
- En moyenne, dans les 28 pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, **le rendement public** (valeur actuelle nette) **de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires est de l'ordre de 38 000 USD chez les hommes**, par comparaison avec les individus moins instruits du même sexe. **Ce rendement public s'établit à 22 000 USD chez les femmes.**
- Mis à part quelques exceptions, **le rendement privé net de l'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires est supérieur à celui de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires.** Le Danemark et la Suède sont les seuls pays où le diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires procure, tant aux hommes qu'aux femmes, un rendement supérieur. Le rendement privé net de l'obtention d'un diplôme de fins d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires est supérieur à celui de l'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires chez les hommes en Corée et en Norvège, et chez les femmes en Nouvelle-Zélande.
- **Dans les pays de l'OCDE, les individus investissent, en moyenne, un montant de l'ordre de 55 000 USD pour obtenir un diplôme de fin d'études tertiaires.** Compte tenu des coûts directs et indirects, leur investissement moyen est supérieur à 100 000 USD aux États-Unis, au Japon, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

## Analyse

### Rendement financier de l'investissement dans l'éducation

Cet indicateur donne des informations sur les coûts et bénéfices de l'éducation, et sur les facteurs qui incitent à y investir. Il estime les bénéfices financiers que procure l'élévation du niveau de formation en évaluant les gains salariaux que les individus concernés en retirent, compte tenu des coûts et bénéfices directs et indirects qu'elle occasionne. Par bénéfices, on entend non seulement les revenus plus élevés par comparaison avec ceux des individus moins instruits, mais également la probabilité plus élevée de trouver du travail, exprimée en valeur monétaire par la variable dite de l'« effet du chômage ».

Les coûts incluent les coûts directs, en particulier les frais de scolarité, ainsi que les coûts indirects résultant de l'accroissement de la fiscalité et des cotisations sociales, le manque à gagner dû à l'entrée plus tardive dans la vie active, ainsi que la diminution des droits aux transferts sociaux, notamment les aides au logement, les allocations familiales et autres prestations sociales. De plus, les cotisations sociales et les impôts sur le revenu représentent un certain pourcentage des revenus et tendent à être plus élevés chez les individus plus instruits, car ceux-ci ont tendance à gagner plus.

Les coûts et bénéfices financiers d'un diplôme de l'enseignement tertiaire sont comparés à ceux d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire, lesquels sont comparés à un diplôme de niveau inférieur. Les comparaisons portent sur la situation relative des femmes entre elles et des hommes entre eux. Ces calculs sont effectués séparément pour les individus de sexe masculin et féminin, et aucune moyenne n'est calculée afin d'intégrer les différences de rémunération et de taux de chômage entre les sexes.

Décrire les coûts et bénéfices de l'éducation et les facteurs qui incitent à y investir est une entreprise délicate, qui implique certaines considérations méthodologiques et analytiques. L'investissement dans l'éducation, tant de la part des individus que des pouvoirs publics, implique des interactions complexes entre des facteurs et effets autres que ceux retenus ici. Il y a donc lieu d'interpréter cet indicateur à la lumière d'autres indicateurs de la présente édition de *Regards sur l'éducation* (ainsi que de l'édition de 2012) pour mieux en comprendre les résultats. Les limites des calculs, ainsi que les concepts et les hypothèses qui les sous-tendent, sont présentés dans la section « Méthodologie », à la fin de cet indicateur.

### Facteurs incitant les individus à investir dans l'éducation

#### *Deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou enseignement post-secondaire non tertiaire*

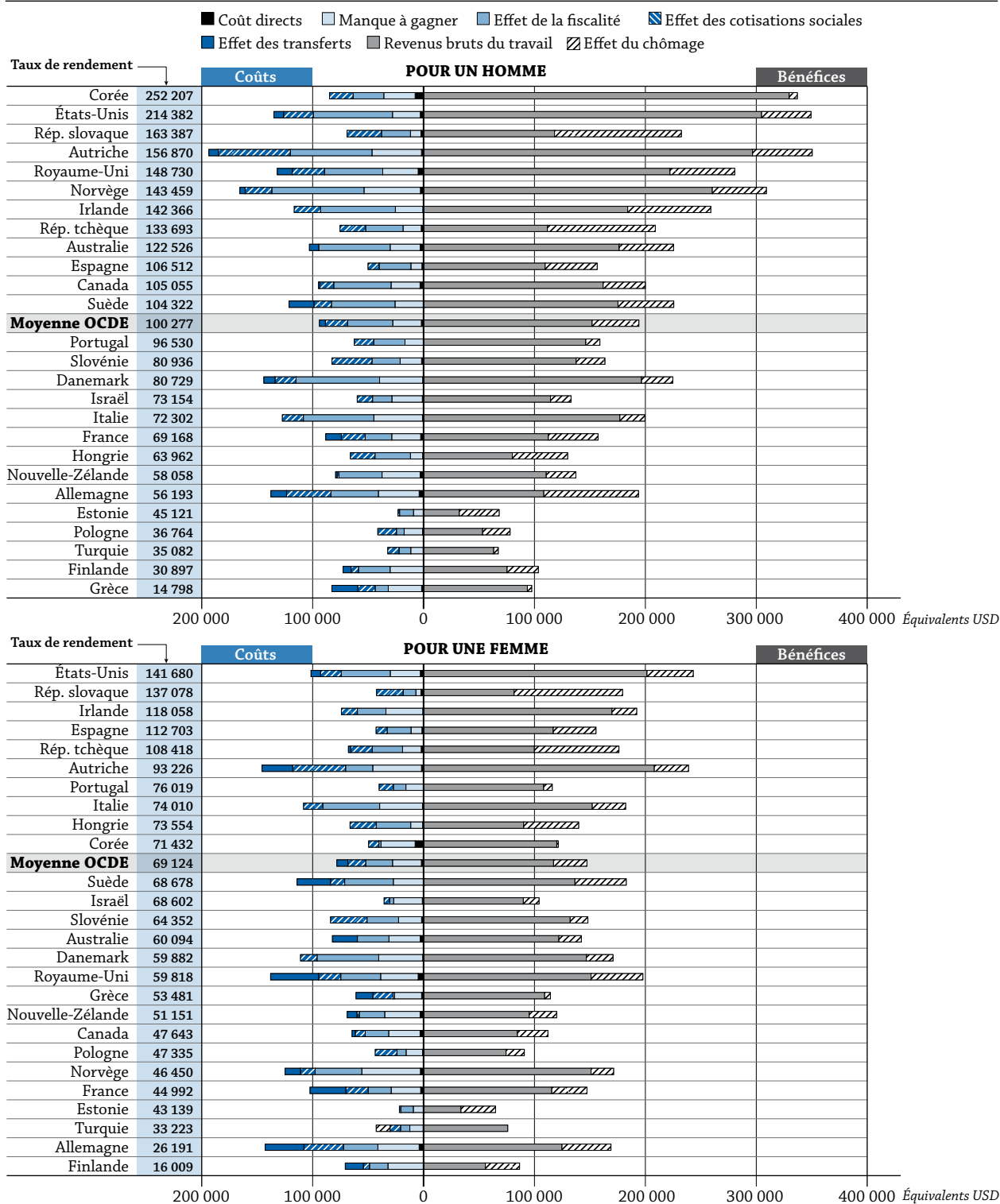
Dans les pays de l'OCDE, les hommes qui investissent dans une formation du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire peuvent compter sur un avantage net d'environ 100 000 USD durant leur vie active, par comparaison avec les hommes dont le niveau de formation est inférieur. Ce montant varie toutefois sensiblement entre les pays : ce niveau de formation procure un avantage égal ou supérieur à 200 000 USD durant la vie active en Autriche, en Corée, aux États-Unis et en Norvège (voir le tableau A7.1a).

Les bénéfices privés sont généralement basés sur les revenus bruts et sur la réduction du risque de chômage. Dans la plupart des pays, les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire bénéficient d'un avantage salarial significatif par rapport à ceux dont le niveau de formation est inférieur. La valeur de la diminution du risque de chômage peut également être élevée. En Allemagne, en République slovaque et en République tchèque, l'amélioration des perspectives sur le marché du travail des hommes ayant ce niveau de formation représente l'équivalent de 85 000 USD au moins (voir le tableau A7.1a).

Les coûts directs, le manque à gagner, la fiscalité, les transferts sociaux et les cotisations sociales (voir la section « Définitions » à la fin de cet indicateur) sont tous considérés comme faisant partie des coûts de l'éducation. Il ressort de l'analyse des chiffres relatifs aux hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire que l'effet de la fiscalité des revenus est relativement élevé en Autriche, au Danemark, aux États-Unis, en Irlande et en Norvège (où il est estimé à plus de 65 000 USD).

### Graphique A7.2. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2009)

Par comparaison avec le rendement d'un niveau de formation inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire



**Remarques :** les chiffres de la Turquie se rapportent à l'année 2005, ceux de l'Italie et de la Pologne, à l'année 2008, et ceux de tous les autres pays, à l'année 2009.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

Les pays sont classés par ordre décroissant du taux de rendement privé net.

**Source :** OCDE. Tableaux A7.1a et b. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

**StatLink** <http://dx.doi.org/10.1787/888932867666>

A7

Cet effet fiscal est moins sensible en Estonie, en Grèce, en Israël, en Pologne et en Turquie, où il est estimé à moins de 20 000 USD. L'Allemagne, l'Autriche, les États-Unis, l'Irlande, la Norvège, la République slovaque, le Royaume-Uni et la Slovénie sont les pays où l'effet des cotisations sociales est le plus élevé (il y est estimé à plus de 23 000 USD). En Allemagne, au Danemark, en France, en Grèce, au Royaume-Uni et en Suède, les coûts indirects dus à une réduction des droits aux transferts sociaux (prestations sociales) représentent plus de 10 000 USD (voir le tableau A7.1a).

Pour les femmes, les coûts directs de l'investissement dans un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire sont négligeables, et le manque à gagner pendant les études représente la part la plus importante du coût de l'investissement. Ce manque à gagner varie sensiblement entre les pays, en fonction de la durée des études, des niveaux de revenus et des différentiels salariaux entre les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les individus moins instruits (voir le tableau A7.1b).

Les bonnes perspectives qui s'offrent sur le marché du travail tant aux hommes qu'aux femmes qui ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire entraînent une augmentation des coûts de l'investissement dans l'élévation du niveau de formation ; il en va de même si les différentiels salariaux sont plus faibles et si les formations sont plus longues dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Le manque à gagner des hommes et des femmes est estimé à moins de 13 000 USD en Espagne, en Estonie, en Hongrie, en République slovaque et en Turquie, mais à plus de 36 000 USD en Allemagne, en Autriche, au Danemark, en Italie et en Norvège (voir les tableaux A7.1a et b).

L'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires procure, en général, un rendement financier plus élevé pour les hommes que pour les femmes, sauf en Espagne, en Grèce, en Hongrie, en Italie et en Pologne, où la valeur actuelle nette privée de ce niveau de formation est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les femmes peuvent compter sur un avantage net de 69 000 USD durant leur vie active, soit 30 000 USD de moins que les hommes. La différence de rendement privé net entre les sexes est particulièrement marquée en Autriche, en Corée, aux États-Unis, en Norvège et au Royaume-Uni. C'est en Corée que cette différence est la plus sensible : l'avantage salarial brut de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire est d'environ 250 000 USD chez les hommes, contre seulement 71 000 USD chez les femmes. Cette différence s'explique principalement par la variation entre les sexes des coûts en rapport avec les transferts sociaux et le chômage (voir le graphique A7.2).

### *Enseignement tertiaire*

Dans l'ensemble, ce sont les diplômés de l'enseignement tertiaire qui peuvent s'attendre aux rendements nets les plus élevés. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement d'un diplôme de fin d'études tertiaires est supérieur de 60 % environ à celui d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire. À quelques exceptions près, le rendement privé net d'un diplôme de fin d'études tertiaires est supérieur à celui d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

Le rendement privé net d'un diplôme de fin d'études tertiaires est généralement plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Ce rendement moyen n'est pratiquement équivalent chez les hommes et chez les femmes qu'au Portugal, et n'est supérieur chez les femmes qu'en Espagne, en Grèce et en Turquie (voir les tableaux A7.3a et b).

La valeur de l'avantage salarial brut est élevée chez les diplômés de l'enseignement tertiaire, tant chez les hommes que chez les femmes : elle s'établit, en moyenne, à 330 000 USD chez les hommes et à 240 000 USD chez les femmes. Elle varie toutefois sensiblement aussi entre les pays.

La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovénie comptent parmi les pays où l'avantage salarial est supérieur à la moyenne de l'OCDE, en dépit d'un niveau de coûts et de revenus inférieur à celui d'autres pays de l'OCDE. Ce constat peut s'expliquer par le pourcentage encore relativement faible de diplômés de l'enseignement tertiaire dans la population en âge de travailler, ce qui suggère une pénurie de travailleurs plus instruits. Cette situation pourrait avoir poussé les salaires à la hausse et creusé au fil des années les inégalités salariales entre les diplômés de l'enseignement tertiaire et les individus moins instruits.

Par comparaison avec le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire, l'effet de la réduction du risque de chômage est moins marqué que celui du différentiel salarial, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, mais l'effet de la fiscalité, des cotisations sociales et des transferts sociaux, ainsi que les coûts directs de l'éducation sont plus importants. Le fait est que les diplômés de l'enseignement tertiaire restent scolarisés plus longtemps et, donc, qu'ils perdent les revenus substantiels (manque à gagner) qu'ils auraient perçus s'ils étaient entrés plus tôt dans la vie active.

Le coût privé de l'investissement dans l'enseignement tertiaire est très élevé dans certains pays. Dans les pays de l'OCDE, les individus investissent quelque 55 000 USD pour financer une formation tertiaire. Leur investissement moyen passe la barre des 100 000 USD aux États-Unis, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, compte tenu des coûts directs et indirects, et ce tant chez les hommes que chez les femmes. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les coûts directs, tels que les frais de scolarité, représentent un cinquième environ de l'investissement total consenti par les individus pour obtenir un diplôme de l'enseignement tertiaire (un montant estimé à 11 000 USD, quel que soit le sexe) (voir les tableaux A7.3a et b).

Réduire le coût privé de la poursuite des études est un moyen qui permet d'atténuer l'effet dissuasif d'un rendement peu élevé sur le marché du travail. En plus de financer les coûts directs de l'éducation, un certain nombre de pays prévoient l'octroi de bourses et de prêts d'études pour améliorer l'attrait de la poursuite des études et accroître l'accès à l'éducation. Les bourses sont des transferts en espèces, en biens ou services qu'il ne faut pas rembourser, contrairement aux prêts d'études, qui impliquent un remboursement. Cet indicateur tient compte des bourses, mais pas des prêts d'études.

Les bourses sont particulièrement importantes au Danemark, où elles couvrent plus de 40 % des coûts totaux de l'enseignement tertiaire (elles sont estimées à 25 000 USD). Elles sont estimées à plus de 8 000 USD, soit 15 % environ des coûts totaux, en Autriche, en Finlande, aux Pays-Bas et en Suède (voir les tableaux A7.3a et b).

Les chiffres montrent toutefois que les pays où les coûts directs de l'enseignement tertiaire sont les plus élevés, en l'occurrence l'Australie, la Corée, les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni, sont ceux qui n'accordent de bourses qu'au compte-gouttes ou qui n'en accordent pas. Les bourses couvrent moins de 2 % des coûts directs de l'enseignement tertiaire en Australie, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Toutefois, de nombreux pays, y compris ceux qui n'accordent des bourses que d'un montant peu élevé, proposent des prêts d'études que les bénéficiaires doivent rembourser une fois leur diplôme en poche. La réglementation sur les prêts d'études, en particulier le moment où les diplômés doivent commencer à les rembourser (une fois qu'ils ont dépassé un certain seuil de revenus, dès qu'ils sont diplômés, etc.) et le taux d'intérêt applicable, varie fortement entre les pays. Dans la plupart des prêts d'études, toutefois, le montant total du prêt devant être remboursé et le montant à rembourser par échéance dépendent des revenus réels après l'obtention du diplôme. L'existence de prêts d'études peut encourager les individus, en particulier ceux issus de milieux socio-économiques défavorisés, à poursuivre leurs études. Les prêts d'études réduisent toutefois les bénéfices financiers de l'éducation puisqu'ils doivent être remboursés après l'obtention du diplôme – ce qui réduit d'autant les revenus.

## **Rendement public de l'investissement dans l'éducation**

### ***Deuxième cycle de l'enseignement secondaire et enseignement post-secondaire non tertiaire***

Comme indiqué ci-dessus, l'élévation du niveau de formation tend, dans l'ensemble, à entraîner l'élévation du niveau de revenus (voir l'indicateur A6). En ce sens, les investissements dans l'éducation produisent un rendement public par le biais de l'accroissement des recettes fiscales et des cotisations sociales, et de la réduction des transferts sociaux. Le rendement public de l'investissement dans la formation des hommes et des femmes

A7

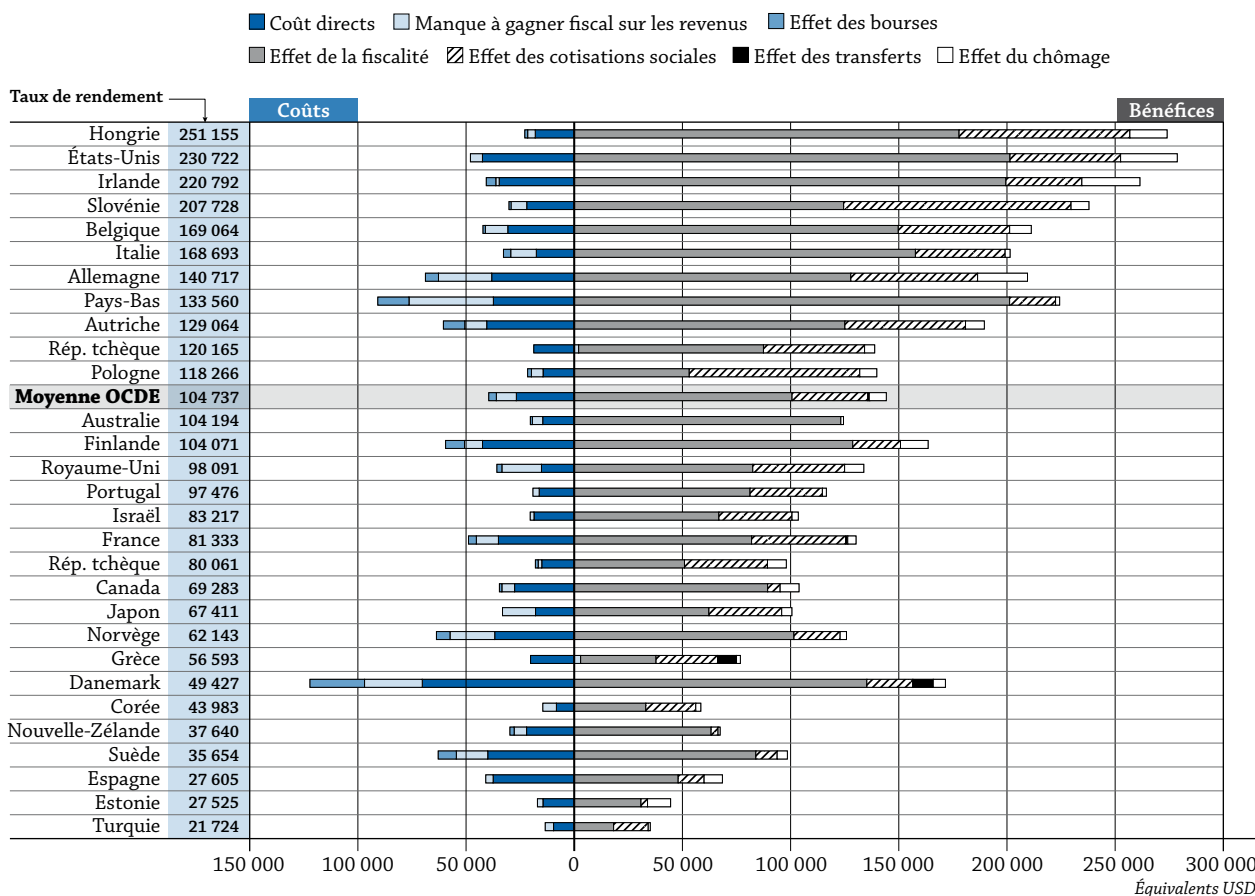
dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire est positif dans la plupart des pays. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, ce niveau de formation produit un rendement public net de 38 000 USD chez les hommes et de 22 000 USD chez les femmes (voir les tableaux A7.2a et b).

En moyenne, le rendement public de cet investissement est deux fois plus élevé que son coût public, tant chez les hommes que chez les femmes. Au Royaume-Uni, ce rendement public est six fois plus élevé que le coût public chez les hommes à ce niveau de formation, et huit fois plus élevé chez les femmes (voir les tableaux A7.2a et b).

**Enseignement tertiaire**

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les pouvoirs publics investissent 39 000 USD de plus dans la formation des individus dans l'enseignement tertiaire que dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire (compte tenu des dépenses publiques directes et des coûts indirects). Cet investissement public dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire est le plus élevé (plus de 60 000 USD de plus que dans l'obtention d'un diplôme à un niveau inférieur d'enseignement) en Allemagne, en Autriche, au Danemark, aux Pays-Bas, en Norvège et en Suède (voir le graphique A7.3).

**Graphique A7.3. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)**  
*Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire*



**Remarque :** les chiffres de la Turquie se rapportent à l'année 2005, ceux du Japon, à l'année 2007, ceux de l'Italie, des Pays-Bas et de la Pologne, à l'année 2008, et ceux de tous les autres pays, à l'année 2009.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

Les pays sont classés par ordre décroissant du taux de rendement public net.

**Source :** OCDE. Tablea A7.4a. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

**StatLink** <http://dx.doi.org/10.1787/888932867685>

Dans la plupart des pays, le rendement public de l'enseignement tertiaire est nettement supérieur à celui du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Cela s'explique par l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales et la diminution des transferts sociaux qui résultent des niveaux de revenus plus élevés des diplômés de l'enseignement tertiaire. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement dans une formation de l'enseignement tertiaire est supérieur à 100 000 USD chez les hommes et à 57 000 USD chez les femmes. Compte tenu des coûts directs, du manque à gagner et des bourses publiques, les bénéfices publics d'un diplôme de l'enseignement tertiaire sont quatre fois plus élevés que les coûts publics chez les hommes, et plus de deux fois plus élevés chez les femmes (voir les tableaux A7.4a et b).

Dans l'ensemble, ce sont les différentiels salariaux qui sont à l'origine de la variation des rendements public et privé. Le rendement de l'élévation du niveau de formation est inférieur lorsque les différentiels salariaux sont plus faibles. Ce constat s'observe particulièrement au Danemark, en Norvège, en Nouvelle-Zélande et en Suède. Les pays nordiques compensent généralement les effets de cette structure d'avantage salarial faible par un système d'enseignement supérieur quasiment gratuit et l'octroi de bourses généreuses aux étudiants (voir l'indicateur B5).

Comme les avantages salariaux varient sensiblement entre les pays de l'OCDE, la fiscalité et le rendement public varient aussi dans une mesure qui est plutôt à l'opposé des idées reçues. En raison des avantages salariaux peu élevés dans les pays nordiques, les revenus du travail des diplômés de l'enseignement tertiaire sont généralement inférieurs à la tranche de revenus où des taux marginaux d'imposition élevés sont appliqués. Les avantages publics de l'élévation du niveau de formation découlant de la fiscalité et des cotisations sociales sont généralement les plus élevés dans les pays où les différentiels salariaux sont importants ou dans ceux où les niveaux moyens de revenus atteignent des tranches fortement imposées. Les diplômés de l'enseignement tertiaire s'acquittent de cotisations sociales et d'impôts nettement plus élevés en Allemagne, en Autriche, aux États-Unis, en Hongrie, en Irlande, en Italie, aux Pays-Bas, en Pologne et en Slovaquie. Dans tous ces pays, l'avantage salarial est supérieur à la moyenne de l'OCDE et les cotisations sociales sont donc également plus élevées.

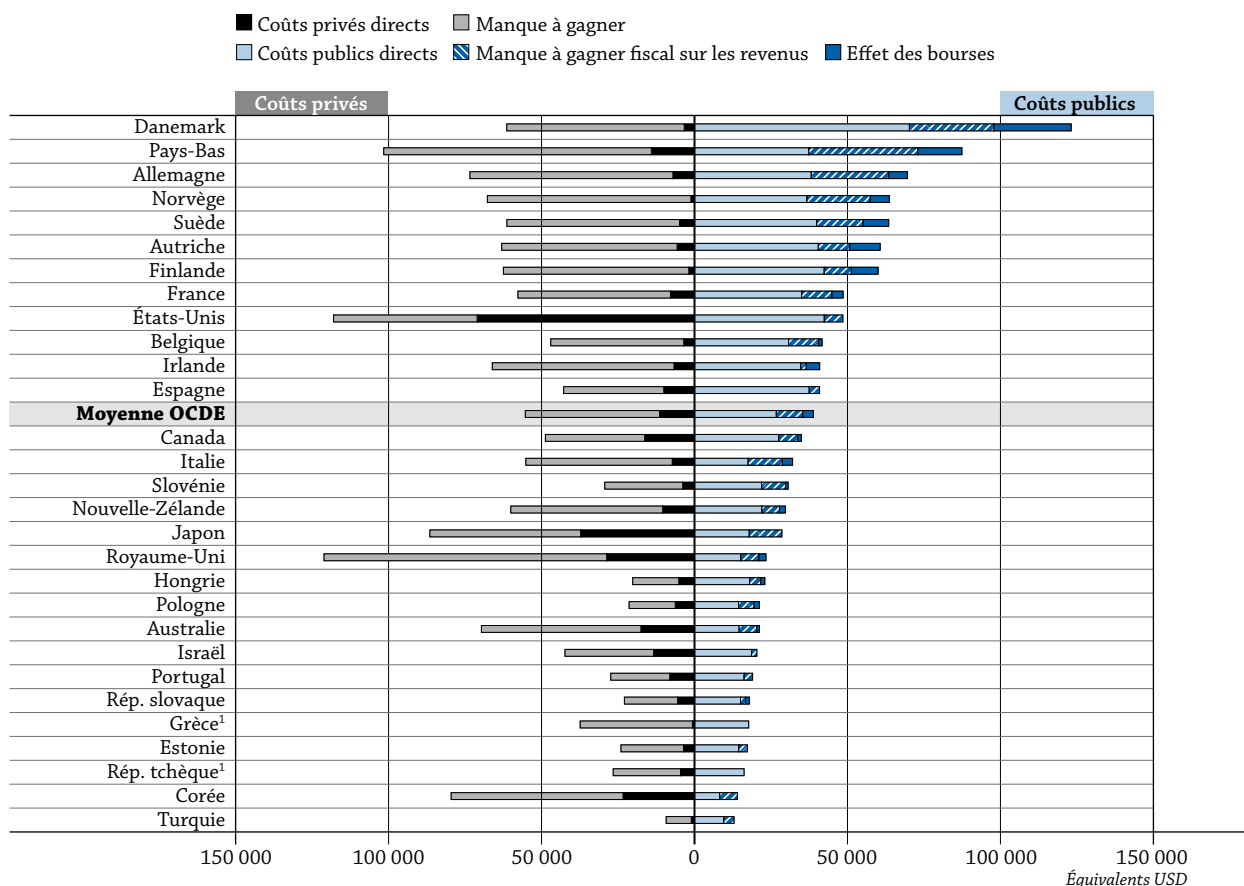
Dans un certain nombre de pays, la politique fiscale est telle qu'elle réduit les impôts effectivement versés par les individus, en particulier dans les tranches élevées de revenus. De nombreux pays de l'OCDE ont instauré des allègements fiscaux au titre des prêts hypothécaires pour favoriser l'accès à la propriété. Ces mesures favorisent les individus plus instruits dont le taux marginal d'imposition est élevé. Les incitations fiscales en matière d'immobilier sont particulièrement élevées au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en Grèce, en Norvège, aux Pays-Bas, en République tchèque et en Suède (voir Andrews *et al.*, 2011).

### Répartition des coûts de l'éducation entre les pouvoirs publics et les individus

Les coûts directs de l'éducation sont en grande partie à charge des pouvoirs publics. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les individus financent quelque 30 % du total de l'investissement public et privé direct à consentir pour obtenir un diplôme de fin d'études tertiaires. Les coûts privés directs, tels que les frais de scolarité, ne représentent plus de la moitié du coût total de l'investissement public et privé direct dans l'enseignement tertiaire que dans quelques pays, notamment en Australie, en Corée, aux États-Unis, au Japon et au Royaume-Uni. Certains pays proposent aux étudiants des bourses et des prêts d'études pour alléger le fardeau financier que représentent des études tertiaires. Les bourses sont octroyées en fonction de divers critères, en rapport par exemple avec la performance académique ou le milieu socio-économique des étudiants, pour encourager les individus de condition plus modeste à continuer leurs études. Les bourses sont particulièrement généreuses dans des pays nordiques, en l'occurrence au Danemark (25 200 USD), en Finlande (8 700 USD) et en Suède (8 300 USD), ainsi qu'en Autriche (9 900 USD) et aux Pays-Bas (14 400 USD). Il est intéressant de constater qu'il n'y a, semble-t-il, pas de relation entre les coûts directs et les bourses. Les bourses ne sont pas plus élevées dans les pays où les coûts privés directs sont les plus élevés. Au contraire, parmi les cinq pays où les coûts directs sont les plus élevés, le Royaume-Uni est le seul à accorder des bourses généreuses aux étudiants (2 200 USD) (voir le graphique A7.4).



**Graphique A7.4. Comparaison des coûts publics et des coûts privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)**  
 Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire



**Remarques :** les chiffres de la Turquie se rapportent à l'année 2005, ceux du Japon, à l'année 2007, ceux de l'Italie, des Pays-Bas et de la Pologne, à l'année 2008, et ceux de tous les autres pays, à l'année 2009.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

1. Pour la Grèce et la République tchèque, les coûts publics directs correspondent aux coûts publics totaux.

Les pays sont classés par ordre décroissant des coûts publics totaux.

**Source :** OCDE. Tableaux A7.3b et A7.4b. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

**StatLink** <http://dx.doi.org/10.1787/888932867704>

### Encadré A7.1. Comprendre le rendement public et privé de l'éducation

Le rendement privé de l'éducation est un facteur qui incite fortement les individus à investir dans leur formation au-delà de la scolarité obligatoire. Dans cet encadré, le terme « rendement » est systématiquement employé pour désigner le taux de rendement interne. Le taux interne exprime les revenus en pourcentage du rendement de l'investissement. Un rendement privé élevé incite fortement les individus à investir dans leur formation au-delà de la scolarité obligatoire. Dans les sociétés modernes, les pouvoirs publics partagent les coûts et bénéfices de l'éducation, car ils en financent une partie des coûts, mais perçoivent aussi des recettes fiscales sur les revenus plus élevés qui en découlent. Il est donc possible de calculer le rendement public d'un investissement supplémentaire dans l'éducation. Comme le rendement privé, le rendement public indique dans quelle mesure l'élévation du niveau de formation procure aux pouvoirs publics des recettes d'un montant supérieur à l'investissement qu'ils ont dû consentir pour l'obtenir.

...

Toutefois, contrairement au rendement privé, le rendement public ne peut être utilisé tel quel par les gouvernements pour choisir leurs orientations en matière d'investissement dans l'éducation. Seule une comparaison du rendement public et du rendement privé peut éclairer les responsables politiques. Cette comparaison permet plus précisément aux gouvernements de concevoir des plans optimaux de financement de l'éducation au-delà de la scolarité obligatoire.

La théorie sur le capital humain postule que l'investisseur dans l'éducation est l'individu, et non l'État. Après tout, c'est l'individu qui choisit de poursuivre ou non ses études. En prenant cette décision, il sait que consacrer plus de temps à ses études entraîne un avantage salarial par unité de temps. Mais comme sa carrière professionnelle est limitée dans le temps (par l'âge de la retraite), le temps qu'il peut consacrer à travailler après ses études est réduit. En l'absence des pouvoirs publics et dans l'hypothèse de marchés parfaits et d'individus rationnels, la théorie sur le capital humain prévoit que les individus choisiront de consacrer exactement le temps qu'il faut à leur formation pour optimiser leurs revenus pendant leur vie. Si par exemple, le rendement du capital humain augmente sous l'effet d'une innovation technologique, le modèle prévoit que les individus consacreront davantage de temps à leur formation qu'ils ne l'auraient fait autrement. L'augmentation du rendement privé incite directement les individus à revoir l'affectation de leur temps pour optimiser leurs revenus au cours de leur vie.

Une fois intégrés dans le modèle, les pouvoirs publics n'ont de meilleur choix que de ne pas influencer les choix initiaux des individus dans ce monde fictif. Cela implique que les pouvoirs publics doivent imposer les revenus tirés de l'élévation du niveau de formation (niveau de salaire plus élevé) très exactement au même taux qu'ils subventionnent le coût de l'éducation. En d'autres termes, la politique des pouvoirs publics doit être neutre (Bureau néerlandais d'analyse de la politique économique, 2012). La progressivité de la fiscalité et la fiscalité du capital entraînent des effets plus complexes, mais le principe de la neutralité reste valable (Lans Bovenberg et Jacobs, 2005).

Il convient donc d'interpréter le rendement public avec prudence. L'efficacité de la politique de financement de l'élévation du niveau de formation peut être évaluée au travers de la comparaison du rendement public et du rendement privé. Si le rendement public excède le rendement privé, les pouvoirs publics imposent le supplément de revenus découlant de l'élévation du niveau de formation à un taux plus élevé qu'ils ne subventionnent l'éducation. Cela découragera les investissements dans l'éducation et conduira à des revenus inférieurs au niveau optimal, tant pour les pouvoirs publics que pour les individus. L'inverse est vrai si le rendement public est inférieur au rendement privé. Dans ce cas, les pouvoirs publics subventionnent l'éducation à l'excès et encouragent par conséquent les individus à y investir à l'excès, ce qui fait aussi passer les revenus sous le niveau optimal qui pourrait être atteint. La politique la plus efficace est celle qui implique l'équivalence entre le rendement public et le rendement privé, ce qui n'est rien de plus qu'une autre manière d'exprimer le principe de la neutralité.

Toutefois, cette règle ne vaut que si les deux autres conditions sont réunies, à savoir que les marchés sont parfaits et que les individus font des choix rationnels. Si ces deux conditions ne sont pas réunies, les pouvoirs publics peuvent avoir des raisons de s'écarter du principe de la neutralité.

En premier lieu, l'éducation peut générer un certain nombre d'effets externes. Investir dans l'éducation peut non seulement accroître les revenus des individus, mais également entraîner des avantages ou inconvénients pour autrui que les investisseurs ne peuvent internaliser et qui rendent les marchés imparfaits. Les bénéfices que retire la société dans son ensemble peuvent être plus ou moins importants que les bénéfices que retirent les individus. Parmi les effets externes positifs, citons la diffusion du savoir, le civisme, le bien-être social et la réduction de la criminalité. Des effets externes négatifs peuvent également apparaître. La littérature suggère que les avantages publics excèdent les avantages privés, signe de l'existence d'effets positifs nets (Bureau néerlandais d'analyse de la politique économique, 2012).

...

Les subventions publiques peuvent être utilisées pour permettre aux individus d'internaliser ces avantages externes.

En deuxième lieu, investir dans l'élévation du niveau de formation est une décision rationnelle, à long terme, qui implique de trouver un équilibre entre des coûts immédiats, plus ou moins connus, de l'éducation et des gratifications incertaines à l'avenir. La littérature suggère que les individus ont tendance à sous-estimer les gratifications futures (voir, par exemple, Laibson, 1997) ou craignent énormément de prendre des risques, auquel cas, ils sont susceptibles de ne pas investir suffisamment dans l'éducation. Dans cette hypothèse, les subventions peuvent être utilisées pour corriger leur comportement. Si les effets externes sont dans l'ensemble positifs et si des facteurs comportementaux amènent les individus à prendre la décision d'investir dans l'éducation dans une mesure inférieure à la mesure optimale, les pouvoirs publics doivent subventionner cet investissement à un taux supérieur au taux marginal d'imposition des revenus du travail. Le rendement public est alors inférieur au rendement privé. Dans ce cas aussi, toutefois, le rendement public ne peut justifier en soi que les pouvoirs publics investissent davantage dans l'éducation.

Quelles en sont les implications concrètes pour l'action publique ? En fait, il est très difficile d'estimer dans l'ensemble et avec précision les rendements public et privé. C'est pourquoi les chiffres publiés dans *Regards sur l'éducation* doivent être interprétés avec prudence. Toutefois, des écarts importants entre les rendements public et privé indiquent que des analyses plus approfondies s'imposent pour déterminer si les politiques en matière de fiscalité ou de subvention sont source de fortes distorsions. Par ailleurs, les rendements public et privé ne sont utiles que pour donner des orientations sur les plans de financement optimaux de l'éducation au-delà de la scolarité obligatoire, c'est-à-dire déterminer la clé de répartition des coûts et bénéfices entre les pouvoirs publics et les individus. La politique de l'éducation est loin de se limiter à cela.

## Définitions

**Les coûts directs** indiquent le montant consacré à l'éducation chaque année toutes sources confondues (par le secteur public, le secteur privé et les ménages) et dépendent de la durée des études.

**Le manque à gagner privé** durant les études dépend largement du niveau de revenu que les individus qui ne sont pas en formation peuvent espérer et de la durée des études. Le manque à gagner retenu ici est net d'impôts, de cotisations sociales et de transferts sociaux.

**Le manque à gagner fiscal** inclut les impôts, les cotisations sociales et les transferts sociaux non perçus par les pouvoirs publics.

**Les avantages salariaux bruts** sont des estimations des revenus que les individus percevront une fois entrés dans la vie active.

**L'effet de la fiscalité sur les revenus** est l'estimation des recettes fiscales perçues par les pouvoirs publics. Il s'agit en règle générale de la principale source de bénéfices publics après des investissements dans l'éducation. Cet effet est plus marqué pour les diplômés de l'enseignement tertiaire à cause de la progressivité de la fiscalité sur les revenus.

**Le taux de rendement interne** indique le taux d'intérêt réel auquel l'investissement est neutre.

**La valeur actuelle nette** est la différence entre les bénéfices et les coûts actualisés de l'investissement. Elle indique la plus-value de l'éducation en plus du taux d'intérêt réel de 3 % appliqué à ces flux de trésorerie.

**L'effet des cotisations sociales** ne concerne ici que les cotisations sociales acquittées par les individus, et non celles versées par les employeurs. Les cotisations patronales sont une autre source de recette pour les pouvoirs publics. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les individus paient des cotisations sociales forfaitaires, de sorte que les différences entre niveaux de formation sont plus faibles et proportionnelles aux niveaux de revenus.

**L'effet des transferts** concerne les transferts sociaux à un niveau donné de revenus.

**L'effet du chômage** est exprimé sous forme monétaire sur la base du niveau de revenus à des niveaux de formation différents durant la vie active.

## Méthodologie

Cet indicateur repose sur des informations publiées dans d'autres chapitres de l'édition de 2012 de *Regards sur l'éducation*, à une exception près : la base de données de l'OCDE relative aux charges fiscales sur le revenu du travail a été utilisée pour calculer les rendements publics et analyser les bénéfices nets des individus. Les données sur les revenus proviennent d'une collecte de données réalisée par le réseau LSO (*Labour market and social outcomes of learning*) de l'OCDE (ces données ont été publiées sous forme de revenus relatifs dans l'édition de 2012 de *Regards sur l'éducation*, indicateur A8). Les données sur les coûts directs de l'éducation proviennent des indicateurs B1 et B3. Les données sur la probabilité de trouver un emploi (les taux de chômage par niveau de formation et groupe d'âge) proviennent de l'indicateur A7. Le salaire minimal est utilisé comme indicateur de ce qu'un étudiant aurait pu gagner s'il n'avait pas été en formation pour calculer le manque à gagner associé au niveau de formation égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

La méthode retenue ici pour calculer le rendement de l'éducation est celle dite de la valeur actuelle nette de l'investissement. Dans ce cadre, les coûts et bénéfices pendant toute la durée de la vie sont rapportés au début de l'investissement. Cela consiste à actualiser tous les flux financiers depuis le début de l'investissement au moyen d'un taux d'intérêt (le taux d'actualisation). Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il doit refléter non seulement le terme de l'investissement, mais également le coût de l'emprunt ou le risque perçu de l'investissement. Pour simplifier l'équation et faciliter l'interprétation des résultats, le même taux d'actualisation a été appliqué dans tous les pays de l'OCDE.

Ce sont les obligations d'État à long terme qui ont été utilisées comme référence pour choisir un taux d'actualisation probant. Le taux d'intérêt moyen à long terme était de l'ordre de 4.4 % en 2009 dans les pays de l'OCDE (Base de données de l'OCDE sur les statistiques financières). Dans l'hypothèse que les banques centrales ont réussi à ancrer les prévisions d'inflation à 2 % au plus par an, ce taux correspond à un taux d'intérêt réel de 2 % à 3 %. Le taux d'actualisation retenu dans cet indicateur (3 %) reflète le fait que les calculs sont effectués en prix constants. La modification du taux d'actualisation a un impact important sur la valeur actuelle nette de l'éducation.

Grâce à l'actualisation des coûts et bénéfices au moyen de ce taux d'intérêt, le rendement financier de l'investissement et la valeur des différentes composantes sont comparables dans le temps et entre les pays. L'utilisation de la même unité d'analyse offre aussi la possibilité d'inclure ou d'exclure des composantes entre des niveaux d'enseignements, ou entre le secteur privé et le secteur public, pour mieux comprendre les interactions entre les différents facteurs.

La valeur actuelle nette est calculée selon la même méthode que le taux de rendement interne. La principale différence entre les deux concepts tient à la manière de fixer le taux d'intérêt. Le taux de rendement interne se calcule sur la base du taux d'intérêt correspondant au point d'équivalence entre le coût de l'investissement et l'avantage financier qu'il procure, soit au moment où le seuil de rentabilité est atteint.

Dans le calcul de la valeur actuelle nette privée, les coûts privés de l'investissement comprennent le manque à gagner après impôts, ajusté de la probabilité de trouver un emploi (dérivée du taux de chômage), ainsi que les coûts privés directs de l'éducation. Ces deux flux financiers sont étalés sur la durée des études. Côté bénéfices,

A7

les profils de revenus par groupe d'âge sont utilisés pour calculer le différentiel salarial entre les niveaux de formation. Ces différences de rémunération brute sont corrigées en fonction des différences d'impôt sur le revenu, de cotisations sociales et de transferts sociaux (allocations d'aide au logement et aides sociales sous condition de ressources) pour obtenir des différences de rémunération nette. Les flux financiers sont ensuite corrigés en fonction de la probabilité de trouver un emploi. Ces calculs sont effectués séparément pour les individus de sexe masculin et féminin afin d'intégrer les différences de rémunération et de taux de chômage entre les sexes.

Dans le calcul de la valeur actuelle nette publique, les coûts publics comprennent le manque à gagner fiscal pendant les années d'études (impôt sur le revenu et cotisations sociales) et les dépenses publiques, compte tenu de la durée des études. Le manque à gagner fiscal est peu élevé dans certains pays, car les jeunes adultes gagnent moins. Les dépenses publiques au titre de l'éducation comprennent les dépenses directes (la rémunération des enseignants, la construction des bâtiments, l'achat de manuels scolaires, etc.) et les transferts publics aux entités privées (les bourses et les aides publiques aux ménages au titre de l'éducation, et les transferts aux autres entités privées au titre des formations en entreprise, etc.). Sont imputées dans les bénéfices publics l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales, et la diminution des transferts sociaux (notamment les allocations d'aide au logement et autres prestations sociales qui ne sont plus versées au-delà d'un certain niveau de revenus) qui résultent de l'accroissement des revenus.

Il convient d'émettre ici quelques réserves conceptuelles concernant l'estimation du rendement financier :

- L'âge de 64 ans est utilisé comme limite supérieure pour calculer le rendement pendant la durée de la vie dans tous les pays. Toutefois, l'âge du départ à la retraite varie sensiblement entre les pays. Quelques années de vie active de plus ou de moins peuvent avoir un impact important sur le rendement public et privé de l'éducation. Il est possible dès lors que les taux soient sous-estimés ou surestimés dans les pays où l'âge du départ à la retraite s'écarte dans une grande mesure de l'âge de 64 ans.
- Comme les revenus augmentent généralement avec le niveau de formation, les individus plus instruits consomment généralement davantage de biens et services, et donc, contribuent davantage aux recettes fiscales (TVA). Les rendements publics sont donc sous-estimés dans cet indicateur.
- Les individus mieux rémunérés ont également tendance à financer davantage leur retraite : ils jouissent donc de revenus supplémentaires une fois qu'ils sont à la retraite, mais cet avantage n'est pas pris en compte dans cette analyse. Les individus plus instruits ont également tendance à vivre plus longtemps, ce qui implique des coûts publics supplémentaires, dont il n'est pas non plus tenu compte ici.
- De nombreux pays prévoient l'octroi de prêts d'études à des taux d'intérêt peu élevés. Les prêts d'études peuvent inciter fortement des individus à poursuivre des études et réduisent le coût de l'élévation du niveau de formation. Toutefois, ils réduisent aussi les bénéfices financiers de l'éducation puisqu'ils doivent être remboursés par la suite. Ces aides publiques peuvent avoir un impact considérable sur le rendement privé de l'éducation, mais elles ne sont pas retenues ici.
- Les coûts privés directs incluent, outre les frais de scolarité, le coût du matériel scolaire et les dépenses quotidiennes occasionnées, le cas échéant, par le changement de résidence requis pour suivre une formation spécifique. Ces derniers frais ne sont pas pris en considération ici.
- Les chiffres rapportés ici sont uniquement des valeurs comptables. Les résultats seraient assurément différents si les estimations économétriques se basaient sur des microdonnées (provenant d'enquêtes auprès des ménages ou des individus) et non sur le cumul des revenus du travail tout au long de la vie, dérivé des revenus moyens.
- La prudence est de mise lors de l'interprétation des chiffres relatifs au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et à l'enseignement post-secondaire non tertiaire, car le salaire minimal a été utilisé comme variable.

Pour toutes ces raisons, la prudence est de rigueur lors de l'analyse du rendement de l'éducation dans les différents pays.

La méthode retenue ici consiste à estimer les futurs revenus du travail à différents niveaux de formation sur la base de la variation actuelle des revenus bruts entre les groupes d'âge et les niveaux de formation. Toutefois, la relation entre les différents niveaux de formation et les revenus du travail pourrait varier à l'avenir, sous l'effet de l'évolution technologique, économique ou sociale.

La variation des rendements qui s'observe entre les pays s'explique en partie par des différences institutionnelles et des différences contextuelles qui n'obéissent pas aux lois du marché, par exemple les cadres institutionnels qui limitent la variation des revenus relatifs du travail.

Les bénéfices de l'éducation sont estimés compte tenu de l'effet de l'éducation sur la probabilité que les individus ont de trouver du travail s'ils en cherchent. Toutefois, avec l'inclusion de cette variable, les estimations sont sensibles au stade du cycle économique lors duquel la collecte des données a eu lieu. Comme les individus plus instruits sont dans l'ensemble plus susceptibles de travailler, la valeur de l'éducation augmente lorsque la croissance économique est faible.

Par souci de comparabilité internationale, un certain nombre d'hypothèses restrictives ont été appliquées dans les calculs. Dans le calcul du coût des investissements dans l'éducation, le manque à gagner a été normalisé pour correspondre au salaire minimum légal ou à son équivalent dans les pays dont les chiffres sur les revenus incluent les revenus des travailleurs à temps partiel ou, en l'absence de salaire minimal légal, au salaire calculé sur la base des salaires fixés dans les conventions collectives. Cette hypothèse a été retenue pour compenser les revenus du travail particulièrement peu élevés des individus âgés de 15 à 24 ans, à l'origine des estimations trop élevées présentées dans des éditions antérieures de *Regards sur l'éducation*. Le manque à gagner est calculé sur la base des revenus effectifs en Hongrie, au Japon, aux Pays-Bas, au Portugal, en République tchèque et au Royaume-Uni, où les revenus des travailleurs à temps partiel sont exclus des données sur les revenus du travail.

Les coûts et bénéfices relatifs au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et à l'enseignement post-secondaire non tertiaire n'ont pas été calculés en Belgique et aux Pays-Bas, car ces niveaux d'enseignement y sont obligatoires. Cette particularité rend inapplicable la méthodologie retenue dans cet indicateur, dans la mesure où l'approche se base sur la théorie de l'investissement. Cette approche postule que les individus prennent la décision d'investir dans une formation à un niveau d'enseignement donné pour en tirer bénéfice. Dans les pays où le niveau d'enseignement considéré est obligatoire, les individus n'ont pas à prendre cette décision, ce qui rend la méthodologie inadéquate.

Pour de plus amples informations sur la méthodologie utilisée, consulter OCDE, 2011, et l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

## Références

Andrews, D., A. Caldera Sánchez et A. Johansson (2011), « Housing Markets and Structural Policies in OECD Countries », *Documents de travail du département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 836, Éditions OCDE.

Bureau néerlandais d'analyse de la politique économique (2012), « Increases of Private Contribution to Higher Education », La Haye.

Laibson, D. (1997), « Golden Eggs and Hyperbolic Discounting », *Quarterly Journal of Economics*, mai, pp. 443-477.


Lans Bovenberg, A. et B. Jacobs (2005), « Redistribution and Education Subsidies are Siamese Twins », *Journal of Public Economics*, vol. 89 (11-12), pp. 2005-2035.

OCDE (2011), « A User's Guide to Indicator A9 – Incentives to Invest in Education », accessible en ligne en anglais uniquement ([www.oecd.org/edu/eag2011](http://www.oecd.org/edu/eag2011)).


OCDE (2013), « Taux de change (USD : moyennes mensuelles) », *Statistiques monétaires et financières mensuelles (PIE)* (base de données), <http://stats.oecd.org/Index.aspx?QueryId=169> (consultée le 13 mai 2013).

### Tableaux de l'indicateur A7


**Tableau A7.1a Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870098>


**Tableau A7.1b Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870117>


**Tableau A7.2a Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870136>


**Tableau A7.2b Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870155>

**Tableau A7.3a Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870174>


**Tableau A7.3b Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870193>

**Tableau A7.4a Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870212>

**Tableau A7.4b Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870231>

**Tableau A7.1a. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)**

*Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB*

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
<b>OCDE</b>	Australie	2009	- 3 019	- 27 156	<b>- 30 175</b>	176 400	- 64 407	0	- 8 303	49 011	<b>152 701</b>	<b>122 526</b>	19.9%
	Autriche	2009	- 1 890	- 44 642	<b>- 46 532</b>	296 619	- 73 664	- 64 903	- 8 442	53 792	<b>203 402</b>	<b>156 870</b>	13.1%
	Belgique <sup>1</sup>		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Canada	2009	- 3 176	- 26 160	<b>- 29 336</b>	161 993	- 51 689	- 12 759	- 1 050	37 895	<b>134 391</b>	<b>105 055</b>	13.9%
	Chili		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Rép. tchèque	2009	- 2 116	- 16 417	<b>- 18 533</b>	111 711	- 33 748	- 22 963	0	97 226	<b>152 226</b>	<b>133 693</b>	23.8%
	Danemark	2009	- 767	- 38 878	<b>- 39 645</b>	196 594	- 75 388	- 18 916	- 10 020	28 105	<b>120 374</b>	<b>80 729</b>	11.8%
	Estonie	2009	- 252	- 8 833	<b>- 9 085</b>	32 324	- 12 566	- 1 362	0	35 810	<b>54 206</b>	<b>45 121</b>	16.9%
	Finlande	2009	- 178	- 30 022	<b>- 30 201</b>	75 381	- 28 532	- 6 632	- 7 202	28 082	<b>61 097</b>	<b>30 897</b>	7.8%
	France	2009	- 2 632	- 26 088	<b>- 28 720</b>	112 593	- 23 972	- 21 496	- 13 971	44 735	<b>97 888</b>	<b>69 168</b>	10.9%
	Allemagne	2009	- 3 973	- 36 807	<b>- 40 779</b>	108 511	- 42 779	- 39 984	- 14 061	85 286	<b>96 973</b>	<b>56 193</b>	8.2%
	Grèce	2009	- 1 780	- 30 044	<b>- 31 824</b>	93 624	- 11 870	- 15 658	- 23 320	3 845	<b>46 622</b>	<b>14 798</b>	4.1%
	Hongrie	2009	- 823	- 11 014	<b>- 11 837</b>	80 092	- 31 994	- 22 087	0	49 789	<b>75 800</b>	<b>63 962</b>	19.4%
	Islande		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Irlande	2009	- 688	- 24 715	<b>- 25 403</b>	184 104	- 67 498	- 23 665	0	74 829	<b>167 770</b>	<b>142 366</b>	20.4%
	Israël	2009	- 1 120	- 27 472	<b>- 28 592</b>	114 461	- 17 425	- 13 778	0	18 488	<b>101 746</b>	<b>73 154</b>	10.1%
	Italie	2008	- 986	- 43 886	<b>- 44 872</b>	177 073	- 63 514	- 18 903	0	22 519	<b>117 174</b>	<b>72 302</b>	8.1%
	Japon <sup>2</sup>		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Corée	2009	- 7 620	- 28 267	<b>- 35 888</b>	329 758	- 27 699	- 21 179	0	7 215	<b>288 094</b>	<b>252 207</b>	12.6%
	Luxembourg		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Mexique		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
Pays-Bas <sup>1</sup>		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
Nouvelle-Zélande	2009	- 3 128	- 34 334	<b>- 37 462</b>	110 659	- 38 760	- 2 339	- 711	26 671	<b>95 519</b>	<b>58 058</b>	8.1%	
Norvège	2009	- 2 859	- 50 874	<b>- 53 734</b>	260 393	- 83 124	- 24 042	- 4 703	48 669	<b>197 192</b>	<b>143 459</b>	13.2%	
Pologne	2008	- 916	- 16 602	<b>- 17 518</b>	53 311	- 6 965	- 16 753	0	24 689	<b>54 282</b>	<b>36 764</b>	10.3%	
Portugal	2009	0	- 16 727	<b>- 16 727</b>	146 280	- 28 260	- 17 439	0	12 676	<b>113 256</b>	<b>96 530</b>	12.2%	
Rép. slovaque	2009	- 2 358	- 9 468	<b>- 11 826</b>	118 139	- 26 127	- 31 086	0	114 287	<b>175 214</b>	<b>163 387</b>	34.6%	
Slovénie	2009	- 1 803	- 19 322	<b>- 21 125</b>	137 605	- 25 432	- 35 986	0	25 875	<b>102 061</b>	<b>80 936</b>	15.9%	
Espagne	2009	- 1 464	- 10 001	<b>- 11 465</b>	109 692	- 28 649	- 9 921	0	46 855	<b>117 977</b>	<b>106 512</b>	21.2%	
Suède	2009	- 21	- 25 769	<b>- 25 790</b>	175 330	- 57 342	- 15 777	- 22 368	50 269	<b>130 112</b>	<b>104 322</b>	16.3%	
Suisse		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
Turquie	2005	- 336	- 11 218	<b>- 11 554</b>	63 318	- 10 584	- 10 115	0	4 017	<b>46 637</b>	<b>35 082</b>	9.5%	
Royaume-Uni	2009	- 4 880	- 31 944	<b>- 36 824</b>	222 261	- 52 477	- 29 089	- 13 494	58 353	<b>185 553</b>	<b>148 730</b>	13.9%	
États-Unis	2009	- 2 930	- 25 106	<b>- 28 036</b>	304 861	- 71 514	- 26 707	- 8 675	44 454	<b>242 418</b>	<b>214 382</b>	20.6%	
Moyenne OCDE		- 1 989	- 25 837	<b>- 27 826</b>	152 042	- 40 615	- 20 136	- 5 243	42 055	<b>128 103</b>	<b>100 277</b>	14.5%	
Moyenne UE21		- 1 529	- 24 510	<b>- 26 039</b>	135 069	- 38 376	- 22 923	- 6 271	47 612	<b>115 110</b>	<b>89 071</b>	14.9%	
<b>Autres G20</b>	Argentine		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
	Brésil		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
	Chine		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
	Inde		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
	Indonésie		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
	Fédération de Russie		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
	Arabie saoudite		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
	Afrique du Sud		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
	Moyenne G20		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	


**Remarque :** les données se basent sur l'écart entre les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les hommes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

**Source :** OCDE. *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870098>



A7

**Tableau A7.1b. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)**

Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
OCDE	Australie	2009	- 3 019	- 28 198	- 31 217	122 044	- 28 457	0	- 22 467	20 190	91 311	60 094	12.7%
	Autriche	2009	- 1 890	- 43 950	- 45 840	208 105	- 24 496	- 47 697	- 27 606	30 761	139 066	93 226	10.6%
	Belgique <sup>1</sup>		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Canada	2009	- 3 176	- 28 317	- 31 493	84 708	- 21 088	- 9 042	- 2 803	27 362	79 136	47 643	7.4%
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2009	- 2 116	- 16 853	- 18 969	99 967	- 27 339	- 19 280	- 2 144	76 183	127 387	108 418	20.7%
	Danemark	2009	- 767	- 39 659	- 40 426	146 775	- 55 677	- 14 804	0	24 014	100 308	59 882	9.9%
	Estonie	2009	- 252	- 9 051	- 9 303	33 745	- 11 179	- 1 290	0	31 166	52 442	43 139	25.9%
	Finlande	2009	- 178	- 31 990	- 32 168	55 774	- 16 608	- 5 546	- 16 226	30 783	48 177	16 009	5.5%
	France	2009	- 2 632	- 26 610	- 29 242	115 681	- 20 689	- 20 151	- 32 278	31 671	74 234	44 992	7.8%
	Allemagne	2009	- 3 973	- 37 238	- 41 210	124 880	- 31 103	- 35 604	- 34 860	44 088	67 401	26 191	5.9%
	Grèce	2009	- 1 780	- 24 381	- 26 160	109 244	- 1 304	- 18 230	- 15 164	5 096	79 641	53 481	7.8%
	Hongrie	2009	- 823	- 10 788	- 11 611	90 284	- 31 059	- 23 601	0	49 541	85 165	73 554	21.9%
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2009	- 688	- 33 235	- 33 923	169 908	- 25 758	- 14 394	0	22 225	151 980	118 058	21.3%
	Israël	2009	- 1 120	- 25 901	- 27 021	90 011	- 3 606	- 4 902	0	14 120	95 623	68 602	10.3%
	Italie	2008	- 986	- 38 624	- 39 610	152 167	- 51 238	- 17 293	0	29 983	113 620	74 010	8.4%
	Japon <sup>2</sup>		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	2009	- 7 620	- 30 787	- 38 407	120 130	- 1 914	- 9 164	0	787	109 839	71 432	10.8%
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas <sup>1</sup>		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Nouvelle-Zélande	2009	- 3 128	- 31 941	- 35 069	95 339	- 22 970	- 2 033	- 8 738	24 622	86 220	51 151	9.2%
	Norvège	2009	- 2 859	- 52 871	- 55 731	151 109	- 41 979	- 13 303	- 13 885	20 239	102 181	46 450	6.4%
	Pologne	2008	- 916	- 14 879	- 15 794	74 416	- 8 271	- 19 448	0	16 433	63 130	47 335	10.5%
	Portugal	2009	0	- 15 946	- 15 946	108 338	- 11 302	- 12 754	0	7 683	91 965	76 019	12.1%
	Rép. slovaque	2009	- 2 358	- 4 617	- 6 975	81 677	- 11 451	- 23 898	0	97 725	144 054	137 078	48.4%
	Slovénie	2009	- 1 803	- 20 740	- 22 543	132 244	- 28 476	- 32 797	0	15 924	86 895	64 352	10.5%
	Espagne	2009	- 1 464	- 9 868	- 11 332	116 983	- 21 569	- 9 851	0	38 471	124 035	112 703	24.9%
Suède	2009	- 21	- 27 283	- 27 304	136 537	- 43 847	- 12 740	- 30 163	46 195	95 982	68 678	11.0%	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	- 336	- 12 058	- 12 394	75 879	- 8 395	- 9 432	0	- 12 434	45 618	33 223	9.2%	
Royaume-Uni	2009	- 4 880	- 33 859	- 38 739	151 062	- 35 926	- 19 985	- 43 256	46 662	98 557	59 818	9.3%	
États-Unis	2009	- 2 930	- 27 153	- 30 083	201 542	- 44 205	- 18 597	- 8 544	41 567	171 763	141 680	16.5%	
Moyenne OCDE		- 1 989	- 26 031	- 28 020	117 252	- 24 227	- 15 994	- 9 928	30 041	97 143	69 124	13.7%	
Moyenne UE21		- 1 529	- 24 420	- 25 950	117 099	- 25 405	- 19 409	- 11 205	35 811	96 891	70 941	15.1%	
Autres G20	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	


Remarque : les données se basent sur l'écart entre les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les femmes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

Source : OCDE. *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870117>

**Tableau A7.2a. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)**

Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

OCDE	Année	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
Australie	2009	- 15 955	- 3 020	<b>- 18 975</b>	55 053	0	8 303	9 355	<b>72 710</b>	<b>53 735</b>	17.1%
Autriche	2009	- 42 552	- 8 054	<b>- 50 606</b>	67 624	55 258	8 442	15 685	<b>147 010</b>	<b>96 404</b>	9.2%
Belgique <sup>1</sup>		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Canada	2009	- 26 071	- 5 023	<b>- 31 094</b>	45 151	10 200	1 050	9 097	<b>65 497</b>	<b>34 403</b>	6.7%
Chili		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Rép. tchèque	2009	- 21 277	1 458	<b>- 19 819</b>	22 510	12 319	0	21 883	<b>56 711</b>	<b>36 892</b>	10.2%
Danemark	2009	- 30 337	- 18 553	<b>- 48 890</b>	67 718	15 671	10 020	10 915	<b>104 324</b>	<b>55 434</b>	7.7%
Estonie	2009	- 18 857	- 1 210	<b>- 20 066</b>	6 687	650	0	6 592	<b>13 928</b>	<b>- 6 138</b>	1.5%
Finlande	2009	- 21 711	- 4 391	<b>- 26 103</b>	23 424	4 855	7 202	6 884	<b>42 366</b>	<b>16 263</b>	6.5%
France	2009	- 31 556	- 5 171	<b>- 36 727</b>	19 109	15 422	13 971	10 937	<b>59 440</b>	<b>22 713</b>	6.4%
Allemagne	2009	- 27 953	- 14 083	<b>- 42 036</b>	29 047	22 523	14 061	31 192	<b>96 824</b>	<b>54 788</b>	9.4%
Grèce	2009	- 22 045	2 032	<b>- 20 013</b>	11 723	15 045	23 320	760	<b>50 848</b>	<b>30 835</b>	6.0%
Hongrie	2009	- 14 716	- 2 674	<b>- 17 391</b>	24 747	13 668	0	15 666	<b>54 081</b>	<b>36 690</b>	10.0%
Islande		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Irlande	2009	- 29 498	- 763	<b>- 30 261</b>	59 215	19 169	0	12 780	<b>91 164</b>	<b>60 903</b>	8.1%
Israël	2009	- 15 405	- 1 650	<b>- 17 055</b>	16 363	12 601	0	2 240	<b>31 204</b>	<b>14 148</b>	5.5%
Italie	2008	- 32 919	- 10 264	<b>- 43 183</b>	59 003	16 776	0	6 638	<b>82 418</b>	<b>39 235</b>	6.0%
Japon <sup>2</sup>		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Corée	2009	- 24 344	- 2 983	<b>- 27 327</b>	27 524	20 643	0	711	<b>48 878</b>	<b>21 551</b>	4.8%
Luxembourg		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Mexique		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Pays-Bas <sup>1</sup>		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Nouvelle-Zélande	2009	- 21 397	- 3 991	<b>- 25 388</b>	33 911	1 888	711	5 299	<b>41 810</b>	<b>16 422</b>	5.3%
Norvège	2009	- 36 851	- 15 816	<b>- 52 667</b>	73 644	20 269	4 703	13 253	<b>111 869</b>	<b>59 202</b>	8.0%
Pologne	2008	- 16 232	- 5 565	<b>- 21 797</b>	5 188	11 477	0	7 053	<b>23 718</b>	<b>1 921</b>	3.4%
Portugal	2009	- 20 476	- 2 386	<b>- 22 862</b>	27 209	16 054	0	2 436	<b>45 699</b>	<b>22 837</b>	5.5%
Rép. slovaque	2009	- 13 158	- 910	<b>- 14 068</b>	18 167	15 854	0	23 191	<b>57 212</b>	<b>43 145</b>	13.4%
Slovénie	2009	- 18 800	- 5 902	<b>- 24 702</b>	23 126	30 304	0	7 989	<b>61 419</b>	<b>36 716</b>	8.9%
Espagne	2009	- 19 800	- 1 030	<b>- 20 830</b>	24 782	6 967	0	6 822	<b>38 570</b>	<b>17 739</b>	5.5%
Suède	2009	- 28 557	- 6 913	<b>- 35 470</b>	46 699	12 285	22 368	14 135	<b>95 487</b>	<b>60 018</b>	14.8%
Suisse		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Turquie	2005	- 4 776	- 4 551	<b>- 9 327</b>	9 997	9 514	0	1 188	<b>20 699</b>	<b>11 371</b>	6.4%
Royaume-Uni	2009	- 17 187	2 307	<b>- 14 881</b>	44 425	24 434	13 494	12 707	<b>95 060</b>	<b>80 179</b>	21.2%
États-Unis	2009	- 33 481	- 3 231	<b>- 36 713</b>	65 191	23 333	8 675	9 698	<b>106 897</b>	<b>70 185</b>	10.0%
Moyenne OCDE		- 23 304	- 4 705	<b>- 28 010</b>	34 894	15 661	5 243	10 196	<b>65 994</b>	<b>37 984</b>	8.4%
Moyenne UE21		- 23 757	- 4 560	<b>- 28 317</b>	32 245	17 152	6 271	11 904	<b>67 571</b>	<b>39 254</b>	8.5%
Autres G20		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Argentine		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Brésil		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Chine		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Inde		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Indonésie		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Fédération de Russie		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Arabie saoudite		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Afrique du Sud		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Moyenne G20		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m


Remarque : les données se basent sur l'écart entre les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les hommes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

Source : OCDE. *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870136>

A7

**Tableau A7.2b. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)**

Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
OCDE	Australie	2009	- 15 955	- 3 136	- 19 091	26 218	0	22 467	2 239	50 924	31 833	18.4%
	Autriche	2009	- 42 552	- 7 929	- 50 481	23 951	42 287	27 606	5 954	99 799	49 318	7.8%
	Belgique <sup>1</sup>		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Canada	2009	- 26 071	- 5 437	- 31 508	17 830	7 276	2 803	5 025	32 934	1 425	3.2%
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2009	- 21 277	1 497	- 19 781	20 002	10 946	2 144	15 671	48 763	28 983	8.8%
	Danemark	2009	- 30 337	- 18 925	- 49 263	49 790	11 689	0	9 001	70 481	21 218	5.3%
	Estonie	2009	- 18 857	- 1 240	- 20 096	6 916	672	0	4 880	12 469	- 7 628	0.6%
	Finlande	2009	- 21 711	- 4 679	- 26 390	12 075	3 607	16 226	6 472	38 380	11 989	6.6%
	France	2009	- 31 556	- 5 275	- 36 831	17 923	15 865	32 278	7 052	73 117	36 287	6.7%
	Allemagne	2009	- 27 953	- 14 248	- 42 201	27 294	26 613	34 860	12 800	101 567	59 366	10.9%
	Grèce	2009	- 22 045	1 649	- 20 396	1 347	17 423	15 164	764	34 699	14 303	4.8%
	Hongrie	2009	- 14 716	- 2 620	- 17 336	24 816	15 247	0	14 598	54 660	37 324	10.4%
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2009	- 29 498	- 1 027	- 30 524	24 738	13 916	0	1 498	40 152	9 628	4.2%
	Israël	2009	- 15 405	- 1 556	- 16 961	3 499	4 383	0	626	8 508	- 8 453	0.7%
	Italie	2008	- 32 919	- 9 033	- 41 952	47 153	14 467	0	6 910	68 530	26 578	5.2%
	Japon <sup>2</sup>		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	2009	- 24 344	- 3 145	- 27 488	1 904	9 104	0	70	11 078	- 16 410	-1.3%
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas <sup>1</sup>		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Nouvelle-Zélande	2009	- 21 397	- 3 713	- 25 110	19 183	1 618	8 738	4 202	33 740	8 631	4.8%
	Norvège	2009	- 36 851	- 16 437	- 53 288	39 007	11 741	13 885	4 534	69 166	15 879	4.8%
	Pologne	2008	- 16 232	- 4 987	- 21 219	7 206	15 942	0	4 571	27 719	6 500	4.2%
	Portugal	2009	- 20 476	- 2 275	- 22 751	11 178	11 919	0	958	24 055	1 304	3.2%
	Rép. slovaque	2009	- 13 158	- 444	- 13 601	8 542	10 905	0	15 902	35 349	21 747	9.1%
	Slovénie	2009	- 18 800	- 6 335	- 25 135	27 178	29 297	0	4 798	61 272	36 137	7.8%
	Espagne	2009	- 19 800	- 1 016	- 20 817	20 119	7 434	0	3 866	31 420	10 603	4.5%
	Suède	2009	- 28 557	- 7 319	- 35 876	34 935	9 544	30 163	12 109	86 750	50 875	13.4%
	Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	2005	- 4 776	- 4 892	- 9 668	10 025	11 264	0	- 3 463	17 827	8 159	5.8%	
Royaume-Uni	2009	- 17 187	4 881	- 12 306	30 198	16 609	43 256	9 105	99 167	86 861	20.9%	
États-Unis	2009	- 33 481	- 3 495	- 36 976	39 703	15 443	8 544	7 657	71 346	34 370	6.9%	
Moyenne OCDE		- 23 304	- 4 659	- 27 963	21 259	12 893	9 928	6 069	50 149	22 186	6.8%	
Moyenne UE21		- 23 757	- 4 407	- 28 164	21 965	15 243	11 205	7 606	56 019	27 855	7.5%	
Autres G20	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	


Remarque : les données se basent sur l'écart entre les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les femmes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

 Source : OCDE. *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870155>

**Tableau A7.3a. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)**


Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Effet des bourses	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
<b>OCDE</b>	Australie 2009	-17 528	-50 814	<b>-68 342</b>	339 977	-124 441	0	0	5 363	7	<b>220 906</b>	<b>152 564</b>	9.0%
	Autriche 2009	-5 689	-56 184	<b>-61 872</b>	404 385	-129 756	-59 771	0	24 265	9 852	<b>248 975</b>	<b>187 103</b>	11.7%
	Belgique 2009	-3 514	-45 409	<b>-48 922</b>	352 354	-156 492	-54 714	0	23 422	1 047	<b>165 617</b>	<b>116 694</b>	10.4%
	Canada 2009	-16 282	-30 684	<b>-46 966</b>	287 032	-96 213	-7 645	0	31 906	1 103	<b>216 183</b>	<b>169 217</b>	12.3%
	Chili	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Rép. tchèque 2009	-4 692	-23 017	<b>-27 709</b>	424 850	-88 209	-48 588	0	16 814	0	<b>304 867</b>	<b>277 158</b>	20.1%
	Danemark 2009	-3 365	-55 899	<b>-59 263</b>	266 180	-139 677	-22 432	-9 435	12 030	25 189	<b>131 855</b>	<b>72 592</b>	8.5%
	Estonie 2009	-3 583	-18 346	<b>-21 929</b>	150 074	-40 454	-4 070	0	53 647	0	<b>159 197</b>	<b>137 268</b>	22.0%
	Finlande 2009	-1 873	-56 911	<b>-58 784</b>	343 119	-138 956	-24 568	0	39 479	8 730	<b>227 803</b>	<b>169 020</b>	11.9%
	France 2009	-7 868	-51 472	<b>-59 340</b>	338 590	-83 938	-45 390	-880	13 494	3 620	<b>225 495</b>	<b>166 155</b>	10.1%
	Allemagne 2009	-7 061	-64 242	<b>-71 304</b>	353 025	-140 458	-69 031	0	54 278	6 021	<b>203 835</b>	<b>132 531</b>	9.2%
	Grèce 2009	-690	-43 715	<b>-44 405</b>	182 193	-35 679	-29 437	-8 700	6 156	0	<b>114 533</b>	<b>70 128</b>	7.5%
	Hongrie 2009	-5 131	-14 443	<b>-19 575</b>	464 922	-188 649	-85 331	0	37 732	1 283	<b>229 956</b>	<b>210 381</b>	25.6%
	Islande	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Irlande 2009	-6 716	-50 436	<b>-57 152</b>	512 095	-219 981	-41 438	0	90 659	4 361	<b>345 695</b>	<b>288 543</b>	19.8%
	Israël 2009	-13 394	-28 223	<b>-41 617</b>	281 602	-68 554	-34 985	0	14 996	0	<b>193 060</b>	<b>151 443</b>	11.4%
	Italie 2008	-7 285	-50 608	<b>-57 893</b>	408 011	-159 562	-41 835	0	3 295	3 330	<b>213 239</b>	<b>155 346</b>	8.1%
	Japon 2007	-37 215	-66 750	<b>-103 965</b>	326 614	-64 523	-36 039	0	20 931	0	<b>246 983</b>	<b>143 018</b>	7.4%
	Corée 2009	-23 378	-54 050	<b>-77 428</b>	280 071	-34 128	-24 344	0	17 002	0	<b>238 601</b>	<b>161 173</b>	16.0%
	Luxembourg	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Mexique	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
Pays-Bas 2008	-14 113	-90 118	<b>-104 231</b>	455 296	-202 175	-22 153	0	4 778	14 371	<b>250 117</b>	<b>145 886</b>	7.9%	
Nouvelle-Zélande 2009	-10 414	-49 605	<b>-60 019</b>	188 649	-64 074	-3 261	0	3 169	1 891	<b>126 375</b>	<b>66 357</b>	6.7%	
Norvège 2009	-1 180	-66 506	<b>-67 686</b>	273 737	-103 788	-22 034	0	9 009	6 226	<b>163 151</b>	<b>95 465</b>	6.7%	
Pologne 2008	-6 291	-15 995	<b>-22 287</b>	367 019	-55 868	-83 937	0	23 960	1 742	<b>252 917</b>	<b>230 630</b>	23.4%	
Portugal 2009	-8 085	-19 784	<b>-27 869</b>	304 147	-82 653	-33 871	0	4 128	0	<b>191 751</b>	<b>163 882</b>	14.9%	
Rép. slovaque 2009	-5 543	-17 281	<b>-22 823</b>	302 035	-55 140	-42 864	0	34 628	1 250	<b>239 909</b>	<b>217 086</b>	21.5%	
Slovénie 2009	-3 858	-25 921	<b>-29 779</b>	475 118	-128 427	-109 421	0	19 474	226	<b>256 970</b>	<b>227 191</b>	18.2%	
Espagne 2009	-10 051	-32 644	<b>-42 695</b>	188 318	-53 898	-14 573	0	41 006	0	<b>160 853</b>	<b>118 157</b>	10.2%	
Suède 2009	-4 913	-54 097	<b>-59 010</b>	219 203	-87 765	-10 739	0	14 209	8 341	<b>143 249</b>	<b>84 239</b>	7.6%	
Suisse	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m	
Turquie 2005	-1 061	-9 402	<b>-10 463</b>	106 985	-18 682	-16 424	0	2 761	0	<b>74 640</b>	<b>64 177</b>	19.3%	
Royaume-Uni 2009	-28 704	-91 976	<b>-120 679</b>	398 503	-88 234	-45 568	0	34 295	2 244	<b>301 240</b>	<b>180 560</b>	8.2%	
États-Unis 2009	-71 053	-43 069	<b>-114 122</b>	667 905	-220 754	-57 941	0	89 759	0	<b>478 969</b>	<b>364 847</b>	12.3%	
<b>Moyenne OCDE</b>		-11 398	-44 055	<b>-55 453</b>	333 173	-105 901	-37 669	-656	25 746	3 477	<b>218 170</b>	<b>162 718</b>	13.0%
<b>Moyenne UE21</b>		-6 951	-43 925	<b>-50 876</b>	345 472	-113 798	-44 487	-951	27 587	4 580	<b>218 404</b>	<b>167 528</b>	13.8%
<b>Autres G20</b>	Argentine	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Brésil	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Chine	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Inde	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Indonésie	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Fédération de Russie	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Arabie saoudite	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	Afrique du Sud	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
	<b>Moyenne G20</b>		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

 Source : OCDE. *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870174>

A7

**Tableau A7.3b. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)**


Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

OCDE	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Effet des bourses	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Australie	2009	-17 528	-52 120	<b>-69 648</b>	253 308	-91 641	0	0	13 021	7	<b>174 695</b>	<b>105 046</b>	8.8%
Autriche	2009	-5 689	-57 294	<b>-62 983</b>	318 996	-87 509	-57 683	0	4 947	9 852	<b>188 603</b>	<b>125 620</b>	9.1%
Belgique	2009	-3 514	-43 468	<b>-46 981</b>	305 193	-121 702	-72 732	0	32 859	1 047	<b>144 665</b>	<b>97 683</b>	11.0%
Canada	2009	-16 282	-32 449	<b>-48 731</b>	249 037	-68 337	-20 011	0	17 718	1 103	<b>179 511</b>	<b>130 780</b>	12.2%
Chili		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Rép. tchèque	2009	-4 556	-22 004	<b>-26 560</b>	234 992	-51 432	-29 160	0	30 543		<b>184 943</b>	<b>158 383</b>	17.8%
Danemark	2009	-3 355	-57 986	<b>-61 351</b>	166 763	-60 038	-14 206	-8 679	7 527	25 189	<b>116 556</b>	<b>55 205</b>	8.5%
Estonie	2009	-3 583	-20 438	<b>-24 021</b>	131 866	-31 316	-3 140	0	24 987	0	<b>122 398</b>	<b>98 377</b>	18.5%
Finlande	2009	-1 873	-60 589	<b>-62 461</b>	211 875	-72 749	-15 039	-4 079	21 742	8 730	<b>150 480</b>	<b>88 019</b>	8.8%
France	2009	-7 868	-49 824	<b>-57 692</b>	212 928	-43 190	-32 362	-8 444	23 641	3 620	<b>156 192</b>	<b>98 499</b>	8.9%
Allemagne	2009	-7 061	-66 325	<b>-73 387</b>	244 493	-73 871	-55 471	-123	24 260	6 021	<b>145 309</b>	<b>71 922</b>	6.8%
Grèce	2009	-690	-36 674	<b>-37 363</b>	186 037	-21 786	-33 976	-29 066	26 865		<b>128 074</b>	<b>90 710</b>	9.6%
Hongrie	2009	-5 131	-15 047	<b>-20 178</b>	251 870	-108 574	-47 547	0	27 402	1 283	<b>124 433</b>	<b>104 255</b>	17.6%
Islande		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Irlande	2009	-6 716	-59 372	<b>-66 088</b>	391 860	-116 093	-51 190	0	23 110	4 361	<b>252 048</b>	<b>185 960</b>	14.2%
Israël	2009	-13 394	-28 918	<b>-42 312</b>	181 036	-27 193	-20 924	0	14 996		<b>147 914</b>	<b>105 602</b>	10.2%
Italie	2008	-7 285	-47 826	<b>-55 111</b>	223 811	-79 954	-21 986	0	7 563	3 330	<b>132 764</b>	<b>77 652</b>	6.9%
Japon	2007	-37 215	-49 265	<b>-86 481</b>	231 306	-20 848	-29 117	0	9 951		<b>191 293</b>	<b>104 812</b>	7.8%
Corée	2009	-23 378	-56 149	<b>-79 527</b>	255 083	-9 753	-19 619	0	4 347		<b>230 058</b>	<b>150 531</b>	8.6%
Luxembourg		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Mexique		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Pays-Bas	2008	-14 113	-87 458	<b>-101 571</b>	339 338	-129 641	-30 381	0	9 467	14 371	<b>203 152</b>	<b>101 581</b>	7.0%
Nouvelle-Zélande	2009	-10 414	-49 614	<b>-60 027</b>	133 789	-31 532	-2 328	-2 623	3 114	1 891	<b>102 311</b>	<b>42 283</b>	6.9%
Norvège	2009	-1 180	-66 522	<b>-67 702</b>	224 711	-63 163	-17 633	0	319	6 226	<b>150 459</b>	<b>82 758</b>	7.7%
Pologne	2008	-6 291	-15 058	<b>-21 350</b>	215 086	-24 687	-52 035	0	27 164	1 742	<b>167 270</b>	<b>145 920</b>	19.9%
Portugal	2009	-8 085	-19 280	<b>-27 365</b>	259 278	-60 491	-31 347	0	25 663		<b>193 104</b>	<b>165 739</b>	16.2%
Rép. slovaque	2009	-5 543	-17 363	<b>-22 906</b>	190 019	-34 361	-29 863	0	33 017	1 250	<b>160 062</b>	<b>137 156</b>	18.5%
Slovénie	2009	-3 858	-25 447	<b>-29 305</b>	358 406	-87 540	-84 889	0	26 254	226	<b>212 456</b>	<b>183 151</b>	17.3%
Espagne	2009	-10 051	-32 691	<b>-42 743</b>	240 593	-64 677	-18 000	0	43 061		<b>200 976</b>	<b>158 234</b>	12.1%
Suède	2009	-4 913	-56 388	<b>-61 301</b>	141 448	-42 879	-11 081	-10	16 338	8 341	<b>112 156</b>	<b>50 855</b>	6.5%
Suisse		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Turquie	2005	-1 061	-8 185	<b>-9 246</b>	116 530	-21 267	-19 627	0	14 075		<b>89 711</b>	<b>80 466</b>	19.2%
Royaume-Uni	2009	-28 704	-92 382	<b>-121 086</b>	355 479	-74 244	-40 895	-1 548	21 048	2 244	<b>262 084</b>	<b>140 998</b>	7.5%
États-Unis	2009	-71 053	-46 918	<b>-117 971</b>	405 817	-102 914	-33 654	0	34 571		<b>303 819</b>	<b>185 848</b>	9.1%
Moyenne OCDE		-11 393	-43 898	<b>-55 291</b>	242 446	-62 875	-30 893	-1 882	19 640	5 042	<b>169 914</b>	<b>114 622</b>	11.5%
Moyenne UE21		-6 944	-44 146	<b>-51 090</b>	249 017	-69 337	-36 649	-2 598	22 873	5 725	<b>167 886</b>	<b>116 796</b>	12.1%
Autres G20													
Argentine		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Brésil		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Chine		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Inde		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Indonésie		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Fédération de Russie		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Arabie saoudite		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Afrique du Sud		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Moyenne G20		m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

 Source : OCDE. Regards sur l'éducation 2012. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870193>

**Tableau A7.4a. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2009)**


Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

OCDE	Année	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Effet des bourses	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Australie	2009	-14 588	-5 652	-7	<b>-20 247</b>	123 233	0	0	1 208	<b>124 441</b>	<b>104 194</b>	13.1%
Autriche	2009	-40 474	-10 137	-9 852	<b>-60 463</b>	125 114	55 730	0	8 682	<b>189 527</b>	<b>129 064</b>	9.3%
Belgique	2009	-30 735	-10 360	-1 047	<b>-42 142</b>	149 793	51 455	0	9 957	<b>211 206</b>	<b>169 064</b>	13.3%
Canada	2009	-27 580	-5 892	-1 103	<b>-34 575</b>	89 400	5 792	0	8 666	<b>103 858</b>	<b>69 283</b>	8.8%
Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Rép. tchèque	2009	-18 675	2 044	0	<b>-16 631</b>	85 412	46 743	0	4 642	<b>136 796</b>	<b>120 165</b>	17.2%
Danemark	2009	-70 252	-26 675	-25 189	<b>-122 116</b>	135 256	21 252	9 435	5 601	<b>171 544</b>	<b>49 427</b>	4.5%
Estonie	2009	-14 486	-2 513	0	<b>-16 999</b>	30 876	3 001	0	10 647	<b>44 524</b>	<b>27 525</b>	10.2%
Finlande	2009	-42 400	-8 324	-8 730	<b>-59 454</b>	128 733	22 053	0	12 738	<b>163 525</b>	<b>104 071</b>	8.3%
France	2009	-35 052	-10 203	-3 620	<b>-48 875</b>	81 969	43 570	880	3 789	<b>130 208</b>	<b>81 333</b>	7.5%
Allemagne	2009	-38 170	-24 581	-6 021	<b>-68 772</b>	127 860	58 572	0	23 056	<b>209 489</b>	<b>140 717</b>	9.1%
Grèce	2009	-20 179	2 956	0	<b>-17 223</b>	34 885	28 464	8 700	1 766	<b>73 816</b>	<b>56 593</b>	11.6%
Hongrie	2009	-18 036	-3 507	-1 283	<b>-22 826</b>	177 893	78 934	0	17 153	<b>273 981</b>	<b>251 155</b>	25.4%
Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Irlande	2009	-34 708	-1 558	-4 361	<b>-40 627</b>	199 558	35 080	0	26 781	<b>261 419</b>	<b>220 792</b>	17.0%
Israël	2009	-18 626	-1 695	0	<b>-20 321</b>	66 889	33 788	0	2 861	<b>103 538</b>	<b>83 217</b>	11.3%
Italie	2008	-17 538	-11 836	-3 330	<b>-32 704</b>	157 696	41 484	0	2 217	<b>201 397</b>	<b>168 693</b>	10.1%
Japon	2007	-17 897	-15 254	0	<b>-33 151</b>	62 285	33 612	0	4 665	<b>100 562</b>	<b>67 411</b>	8.4%
Corée	2009	-8 250	-6 238	0	<b>-14 488</b>	33 093	23 097	0	2 281	<b>58 472</b>	<b>43 983</b>	17.4%
Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Pays-Bas	2008	-37 382	-39 015	-14 371	<b>-90 768</b>	201 244	21 220	0	1 863	<b>224 327</b>	<b>133 560</b>	7.4%
Nouvelle-Zélande	2009	-22 037	-5 766	-1 891	<b>-29 694</b>	63 286	3 207	0	842	<b>67 334</b>	<b>37 640</b>	6.9%
Norvège	2009	-36 777	-20 675	-6 226	<b>-63 679</b>	101 586	21 334	0	2 902	<b>125 821</b>	<b>62 143</b>	5.7%
Pologne	2008	-14 435	-5 361	-1 742	<b>-21 539</b>	53 177	78 804	0	7 824	<b>139 805</b>	<b>118 266</b>	15.0%
Portugal	2009	-16 226	-2 822	0	<b>-19 048</b>	81 284	33 419	0	1 821	<b>116 524</b>	<b>97 476</b>	12.4%
Rép. slovaque	2009	-15 033	-1 660	-1 250	<b>-17 943</b>	50 956	38 359	0	8 689	<b>98 004</b>	<b>80 061</b>	14.2%
Slovénie	2009	-21 977	-7 917	-226	<b>-30 120</b>	124 522	105 125	0	8 201	<b>237 848</b>	<b>207 728</b>	15.8%
Espagne	2009	-37 506	-3 361	0	<b>-40 867</b>	48 062	11 981	0	8 429	<b>68 472</b>	<b>27 605</b>	5.3%
Suède	2009	-39 997	-14 512	-8 341	<b>-62 850</b>	83 967	9 847	0	4 690	<b>98 504</b>	<b>35 654</b>	4.9%
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	2005	-9 567	-3 814	0	<b>-13 381</b>	18 209	16 010	0	886	<b>35 106</b>	<b>21 724</b>	9.3%
Royaume-Uni	2009	-15 151	-18 315	-2 244	<b>-35 710</b>	82 547	42 425	0	8 830	<b>133 802</b>	<b>98 091</b>	11.1%
États-Unis	2009	-42 430	-5 543	0	<b>-47 973</b>	201 429	51 098	0	26 168	<b>278 695</b>	<b>230 722</b>	14.1%
Moyenne OCDE		-26 764	-9 248	-3 477	<b>-39 489</b>	100 697	35 016	656	7 857	<b>144 226</b>	<b>104 737</b>	11.2%
Moyenne UE21		-28 921	-9 883	-4 580	<b>-43 384</b>	108 040	41 376	951	8 869	<b>159 236</b>	<b>115 852</b>	11.5%
<b>Autres G20</b>												
Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

 Source : OCDE, *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870212>

A7


**Tableau A7.4b. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2009)**
*Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB*

OCDE	Année	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Effet des bourses	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Australie	2009	-14 588	-5 797	-7	<b>-20 392</b>	89 111	0	0	2 530	<b>91 641</b>	<b>71 249</b>	13.7%
Autriche	2009	-40 474	-10 337	-9 852	<b>-60 663</b>	86 600	56 802	0	1 790	<b>145 192</b>	<b>84 529</b>	7.1%
Belgique	2009	-30 735	-9 917	-1 047	<b>-41 699</b>	113 699	68 183	0	12 552	<b>194 434</b>	<b>152 735</b>	15.7%
Canada	2009	-27 580	-6 231	-1 103	<b>-34 914</b>	65 263	18 759	0	4 325	<b>88 347</b>	<b>53 433</b>	8.5%
Chili		m	m	m		m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Rép. tchèque	2009	-18 131	1 954	0	<b>-16 177</b>	47 167	25 813	0	7 612	<b>80 592</b>	<b>64 415</b>	14.1%
Danemark	2009	-70 252	-27 671	-25 189	<b>-123 112</b>	57 873	13 394	8 679	2 976	<b>82 923</b>	<b>-40 189</b>	1.2%
Estonie	2009	-14 486	-2 799	0	<b>-17 285</b>	27 197	2 643	0	4 616	<b>34 456</b>	<b>17 170</b>	8.0%
Finlande	2009	-42 400	-8 862	-8 730	<b>-59 992</b>	68 219	13 657	4 079	5 912	<b>91 868</b>	<b>31 876</b>	5.2%
France	2009	-35 052	-9 877	-3 620	<b>-48 548</b>	40 275	29 147	8 444	6 130	<b>83 996</b>	<b>35 448</b>	6.2%
Allemagne	2009	-38 170	-25 378	-6 021	<b>-69 569</b>	69 954	50 504	123	8 884	<b>129 465</b>	<b>59 896</b>	6.1%
Grèce	2009	-20 179	2 480	0	<b>-17 699</b>	20 386	29 703	29 066	5 673	<b>84 828</b>	<b>67 129</b>	11.7%
Hongrie	2009	-18 036	-3 654	-1 283	<b>-22 972</b>	101 528	42 906	0	11 687	<b>156 121</b>	<b>133 149</b>	18.2%
Islande		m	m	m		m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Irlande	2009	-34 708	-1 834	-4 361	<b>-40 903</b>	112 479	49 498	0	5 306	<b>167 283</b>	<b>126 380</b>	13.7%
Israël	2009	-18 626	-1 737	0	<b>-20 363</b>	26 284	19 949	0	1 883	<b>48 117</b>	<b>27 754</b>	7.1%
Italie	2008	-17 538	-11 185	-3 330	<b>-32 053</b>	77 919	21 270	0	2 750	<b>101 940</b>	<b>69 886</b>	8.0%
Japon	2007	-17 897	-10 654	0	<b>-28 551</b>	20 218	27 924	0	1 822	<b>49 965</b>	<b>21 414</b>	6.2%
Corée	2009	-8 250	-5 734	0	<b>-13 984</b>	9 689	19 291	0	393	<b>29 372</b>	<b>15 388</b>	6.5%
Luxembourg		m	m	m		m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Mexique		m	m	m		m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Pays-Bas	2008	-37 382	-35 640	-14 371	<b>-87 392</b>	128 001	28 440	0	3 582	<b>160 023</b>	<b>72 630</b>	6.2%
Nouvelle-Zélande	2009	-22 037	-5 767	-1 891	<b>-29 695</b>	30 974	2 276	2 623	611	<b>36 484</b>	<b>6 788</b>	4.4%
Norvège	2009	-36 777	-20 680	-6 226	<b>-63 684</b>	63 118	17 608	0	70	<b>80 796</b>	<b>17 112</b>	4.2%
Pologne	2008	-14 435	-5 047	-1 742	<b>-21 225</b>	22 460	46 221	0	8 041	<b>76 723</b>	<b>55 498</b>	10.9%
Portugal	2009	-16 226	-2 750	0	<b>-18 976</b>	56 926	28 536	0	6 375	<b>91 837</b>	<b>72 861</b>	11.1%
Rép. slovaque	2009	-15 033	-1 668	-1 250	<b>-17 951</b>	31 258	25 456	0	7 510	<b>64 223</b>	<b>46 272</b>	11.2%
Slovénie	2009	-21 977	-7 773	-226	<b>-29 975</b>	83 288	79 108	0	10 033	<b>172 429</b>	<b>142 454</b>	13.0%
Espagne	2009	-37 506	-3 366	0	<b>-40 872</b>	59 154	15 280	0	8 243	<b>82 677</b>	<b>41 805</b>	6.5%
Suède	2009	-39 997	-15 126	-8 341	<b>-63 464</b>	39 273	9 944	10	4 743	<b>53 970</b>	<b>-9 494</b>	2.3%
Suisse		m	m	m		m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Turquie	2005	-9 567	-3 320	0	<b>-12 887</b>	19 194	17 528	0	4 171	<b>40 894</b>	<b>28 006</b>	9.1%
Royaume-Uni	2009	-15 151	-5 958	-2 244	<b>-23 353</b>	71 002	39 051	1 548	5 086	<b>116 686</b>	<b>93 333</b>	14.8%
États-Unis	2009	-42 430	-6 038	0	<b>-48 468</b>	97 093	31 023	0	8 452	<b>136 568</b>	<b>88 100</b>	9.5%
Moyenne OCDE		-26 746	-8 633	-3 477	<b>-38 856</b>	59 848	28 618	1 882	5 302	<b>95 650</b>	<b>56 794</b>	9.0%
Moyenne UE21		-28 893	-9 220	-4 580	<b>-42 694</b>	65 733	33 778	2 598	6 475	<b>108 583</b>	<b>65 889</b>	9.6%
Autres G20		m	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Argentine		m	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Brésil		m	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Chine		m	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Inde		m	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Indonésie		m	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Fédération de Russie		m	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Arabie saoudite		m	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Afrique du Sud		m	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m
Moyenne G20		m	m	m	<b>m</b>	m	m	m	m	<b>m</b>	<b>m</b>	m

Remarque : les données se basent sur l'écart entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

 Source : OCDE. *Regards sur l'éducation 2012*. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/rse.htm](http://www.oecd.org/edu/rse.htm)).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932870231>



Extrait de :  
**Education at a Glance 2013**  
OECD Indicators

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/eag-2013-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2013), « Indicateur A7 Quels sont les facteurs qui incitent à investir dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2013 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2013-11-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).